

Capitalisme : quelle régulation, quelle moralisation ?

Derrière les grandes phrases, qu'est-ce qui va changer dans le monde capitaliste, après le G20, cette réunion de 20 Etats les plus... capitalistes ?

Les traders, quand ils vont spéculer au service des grosses banques, assurances ou autres sociétés, ne seront plus payés au coup par coup, selon chaque réussite, mais seulement sur la durée, donc au bout de plusieurs coups...

Les « *hedge funds* ». Ces fonds, spécialisés dans la spéculation, souvent fabriqués par les grandes banques des pays riches, et situés dans les paradis fiscaux, devront dire s'ils sont endettés. Jusqu'ici, ils n'y étaient pas obligés.

Les paradis fiscaux, ces territoires construits par les Etats des pays riches, pour permettre à leurs plus grandes sociétés multinationales de ne pas payer d'impôts, devront, un peu, s'entrouvrir. Les Etats sont en effet si endettés qu'ils voudraient récupérer maintenant un peu de ces impôts dont ils leur faisaient cadeau.

Les Etats du G20 ont même accepté une demande pressante des banquiers de changer la manière de comptabiliser leurs « actifs financiers ». Quand, par exemple, une crise, pouvant d'ailleurs être provoquée par une banque, verra s'effondrer le cours des actions, celles qui sont dans les coffres des banques continueront de valoir cher, pendant que les petits actionnaires, eux, seront ruinés...

Enfin, les Etats du G20 se sont engagés à ce qu'aucun d'entre eux ne mette de frein ou de barrière à la circulation des capitaux financiers.

Donc, les paradis fiscaux seront toujours là, la spéculation et les spéculateurs aussi. Et c'est cela qu'on nous présente comme la moralisation, la régulation du capitalisme...

Le problème, c'est que le capitalisme est bien incapable de s'empêcher lui-même de créer des crises. On nous dit qu'il faut tout accepter aujourd'hui pour se sortir de la crise, relancer l'économie, et que tout ira mieux après. C'est un mirage. Le problème commence quand le capitalisme va bien. Quand la vente à crédit de logements à des ménages pauvres américains (les « *subprime* », à l'origine de cette crise), dans les

années 2004, 2005 ou 2006, était une bonne affaire, toute une partie du monde capitaliste s'est mise à faire du business avec ces crédits.

A d'autres moments, c'est la construction d'immeubles de bureaux, ou de logements, qui rapporte beaucoup. Et chaque fois qu'une activité se distingue ainsi parce qu'elle rapporte plus que les autres, on voit, inévitablement, les sociétés de toutes sortes s'y mettre.

Ces gens-là savent très bien que cela ne peut pas durer éternellement. Il y aura à un moment trop de bureaux construits, ou de crédits distribués. Ils continuent quand même. Jusqu'au jour où la peur l'emporte. L'un deux se dit que ce n'est plus possible, qu'il vaut mieux revendre pour acheter autre chose de plus sûr à la place. Et comme des moutons, les voilà qui se mettent tous à vendre, faisant chuter les prix, s'entraînant eux-mêmes dans la faillite et la crise. Et ces crises veulent dire chaque fois des destructions de richesses gigantesques, des vies humaines gâchées par millions.

La racine du mal n'est donc pas dans les paradis fiscaux, ni dans les bonus des traders, et pas non plus dans les parachutes dorés. La racine du mal, elle est dans une loi non écrite : celui qui a un vrai capital agit en concurrence contre les autres. C'est la guerre économique et permanente des capitalistes entre eux, et des Etats à leur service, aussi.

Il faudra autre chose qu'un G20 pour changer cette donne. C'est un « grand G » des peuples, avec la mobilisation de tous ceux qui souffrent du système capitaliste, qui pourra instaurer un cessez-le-feu économique : l'interdiction d'utiliser le capital comme une arme, donc le retrait de cette arme des mains des individus et des Etats. Après quoi, l'on pourra envisager la construction de règles vraiment nouvelles.

5/4/2009

L'Ouvrier n° 203

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX